

Tendances observées de janvier à mars 2026 issues des analyses du Groupe de travail d'analyse de crises et qualité de réponse (GTACQ)

Provinces du Sud-Kivu, Nord-Kivu et Ituri

République démocratique du Congo



Messages clés

- **Besoins humanitaires** : Malgré une légère baisse statistique des zones de santé (ZS) en sévérité élevée, les besoins humanitaires continuaient de s'étendre dans l'Est de la RDC, où **des déplacements massifs, l'insécurité et la flambée du coût de la vie plongeaient des centaines de milliers de ménages dans une vulnérabilité critique**.
- **Accès humanitaire** : La reprise des hostilités transformait progressivement plusieurs zones du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri en **espaces difficilement accessibles, où l'insécurité persistante et les attaques contre les humanitaires** compromettaient la continuité de l'assistance.
- **Gaps de la réponse** : Alors que les **besoins atteignaient des niveaux alarmants**, certaines ZS restaient couvertes à **moins de 10 %, voire totalement privées d'assistance humanitaire** (selon les données disponibles), révélant une situation préoccupante de la capacité de réponse sur le terrain.

Introduction et objectifs

Bien que le processus annuel du cycle de programmation humanitaire (HPC) permette une priorisation annuelle des ressources au niveau stratégique, le contexte instable à l'est de la République démocratique du Congo (RDC) nécessitait de nouvelles initiatives robustes, consensuelles et transparentes pour renforcer les capacités d'analyses régulières et de priorisation sur les plans opérationnel et stratégique des acteurs. Basé sur un pilote mené en 2021 au Nord-Kivu, ainsi que sur plusieurs ateliers en 2022 concernant la nécessité de mise en commun et d'harmonisation des analyses, le GTACQ a été créé avec pour objectif d'améliorer la compréhension et l'analyse des crises en RDC et formuler des recommandations claires sur leur priorisation auprès des structures de coordination et des partenaires opérationnels, au travers d'un suivi contextuel des besoins humanitaires, des gaps et les capacités de réponse et des scénarios d'évolution.

Ce qu'est le GTACQ

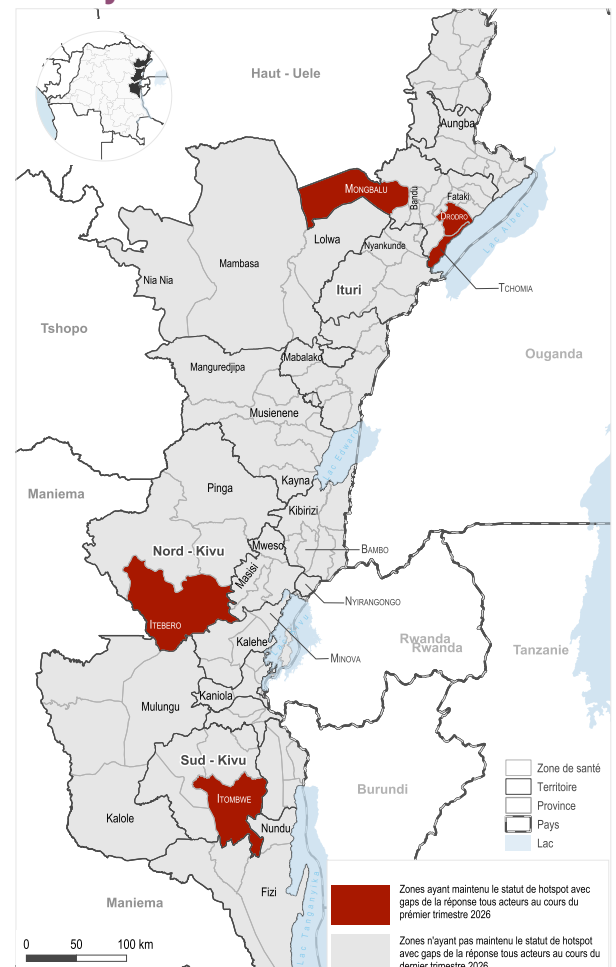
Le GTACQ, outil d'aide à la décision, permet de prioriser les zones de crise au niveau admin 3 (niveau ZS) à travers une analyse multisectorielle mensuelle fondée sur une échelle de gravité de 1 à 5 intégrant les besoins, le contexte, l'accès et les gaps de la réponse. En combinant des données secondaires (REACH, OCHA et partenaires), il identifie les hotspots où la gravité atteint le niveau 3 ou plus et informe les principales structures de coordination pour appuyer une prise de décision fondée sur des preuves.

Bref rappel méthodologique

Tous les mois, une analyse est conduite à partir des données secondaires transmises par les partenaires, notamment les clusters, OCHA, les ONG et les autres acteurs humanitaires. Cette analyse alimente le suivi des dynamiques humanitaires selon les quatre composantes du cadre analytique : contexte, besoins, accès et gaps de la réponse. La liste détaillée des indicateurs suivis pour chacune de ces composantes est disponible [ici](#).

Retrouvez les [termes de références](#), la [page du GTACQ](#) et le [dashboard dynamique](#).

ZS restées en hotspots tous-acteurs entre janvier-mars*



* La carte représente exclusivement les ZS "hotspot tous acteurs". En conséquence, certaines ZS du Nord-Kivu en statut "lifesaving" bien que critiques ne sont pas visualisées. Ce choix méthodologique vise à assurer la comparabilité inter-provinciale, notamment avec le Sud-Kivu où le statut "lifesaving" n'est pas systématiquement évalué en raison d'insuffisances de données.

Evolution du contexte de janvier à mars 2026

Au premier trimestre 2026, la situation humanitaire à l'est de la RDC demeurait préoccupante sous l'effet combiné des affrontements armés, des déplacements massifs de populations, de la dégradation des conditions de protection ainsi que des contraintes d'accès humanitaire ([Cluster Protection](#)). Les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri concentraient les principaux foyers d'insécurité et de besoins humanitaires ([OCHA](#), [ACLED](#)). Les offensives armées provoquaient des déplacements répétés et accentuaient la vulnérabilité des communautés ([FEWS NET](#)). Cette dynamique provoquait une aggravation continue des besoins multisectoriels, tandis que les acteurs humanitaires faisaient face à d'importantes limitations opérationnelles liées à l'insécurité, aux restrictions de mouvement, aux déficits de financement ainsi qu'à une ampleur des besoins dépassant les capacités de réponse disponibles ([OCHA 1](#), [OCHA 2](#)).

Janvier : pic de violence et déplacements massifs

Au cours du mois de janvier 2026, la situation sécuritaire demeurait particulièrement instable dans plusieurs zones des 3 provinces orientales. Plusieurs territoires comme **Rutshuru, Masisi, Lubero, Walikale** (Nord-Kivu), **Kalehe, Fizi, Uvira, Mwenga, Walungu** (Sud-Kivu), **Djugu, Irumu et Mambasa** (Ituri) connaissaient une recrudescence des incidents sécuritaires, marqués par des affrontements armés et des incidents affectant les civils entraînant d'importants mouvements de populations. Les trois provinces ont enregistré plus de **191 milles ménages déplacés dont 91 023 ménages au Nord-Kivu, 87 247 au Sud-Kivu et 12 834 en Ituri** ([Crisis Analysis Team](#)). Ces populations déplacées présentaient des besoins de niveau de sévérité élevé (3+) en sécurité alimentaire, santé, protection, Eau, hygiène et assainissement (**EHA**) et **Nutrition** ([OCHA](#)).

L'accès humanitaire était limité par les actes de **cambrillages, vols, intrusions, intimidations, menaces et agressions** à l'endroit où se trouvaient les acteurs. En effet, OCHA a rapporté **34 incidents affectant les acteurs humanitaires** pour le seul mois de janvier.

Les capacités de réponse humanitaire demeuraient insuffisantes face à l'augmentation rapide des besoins. Des gaps de réponse **estimés à 75 %, 69 % et 60 % étaient ainsi enregistrés respectivement dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu**. ([OCHA](#)).

Février : ralentissement des déplacements, sans amélioration structurelle des conditions

Au Nord-Kivu, notamment dans les territoires de Masisi et de [Lubero, au Sud-Kivu dans les hauts plateaux d'Uvira ainsi que dans les territoires de Fizi et Mwenga, et en Ituri dans les territoires de Djugu et d'Irumu](#), les populations continuaient de se déplacer au gré de l'évolution de la situation sécuritaire, qui demeurait volatile. Toutefois, le mois de février était marqué par un ralentissement des mouvements de population par rapport à janvier.

Selon le [CAT](#), **12 % des déplacements de population** observés au cours du mois de février correspondaient à des mouvements de retour vers les localités d'origine. Cette tendance était également corroborée par le UNHCR, qui rapportait le retour d'environ **4,3 millions de personnes, dont une proportion importante dans les provinces orientales au cours du mois de février**. Par ailleurs, le mois était marqué par une baisse de **72 % du nombre de ménages déplacés** par rapport au mois de janvier, traduisant un ralentissement relatif des nouveaux déplacements, sans pour autant indiquer une amélioration durable du contexte sécuritaire et humanitaire ([CAT](#)).

Au cours du même mois, le réseau [Famine Early Warning Systems Network \(FEWS NET\)](#) indiquait que les marchés des provinces de l'est du pays demeuraient parmi les plus affectés par la hausse des prix des carburants. **Les prix de l'essence augmentaient en moyenne de 30 %, tandis que ceux du diesel connaissaient une hausse moyenne de 29 %** ([FEWS NET](#)). Cette dynamique faisait peser un risque important de répercussion sur les prix des produits de première nécessité, affectant directement le pouvoir d'achat et les conditions de vie des ménages les plus vulnérables.

Mars : reprise des hostilités et dégradation de l'accès humanitaire

Les déplacements de population continuaient d'être enregistrés dans plusieurs territoires affectés par les affrontements armés. À la fin du mois de mars, OCHA rapportait environ **3,4 millions de personnes déplacées internes ainsi que 4,1 millions de personnes retournées** dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri. Ces chiffres illustraient une **hausse de 67,5 % du nombre de ménages déplacés** par rapport au mois précédent ([CAT](#)). Le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri concentraient les proportions les plus importantes de ménages déplacés.

À la fin du mois de mars, plus de **8,6 millions de personnes étaient estimées en situation d'insécurité alimentaire dans les trois provinces, tandis que plus de 849 000 enfants étaient affectés par la malnutrition aiguë** ([OCHA](#)). Les analyses du [FEWS NET](#) indiquaient que les prix des denrées alimentaires demeuraient relativement stables durant la période de petite soudure de mars dans les provinces de l'est, en raison notamment du maintien des importations. Toutefois, l'épuisement progressif des stocks alimentaires des ménages pauvres et très pauvres renforçait leur dépendance à l'assistance humanitaire pendant cette période.

Parallèlement, la réponse humanitaire demeurait fortement contrainte par un déficit important de financement ainsi que par des obstacles logistiques liés à l'insécurité persistante. Sur environ **5,3 millions de personnes ciblées par l'assistance humanitaire, seuls 1,7 millions** de personnes avaient effectivement pu être atteintes par les interventions humanitaires à la fin du mois de mars ([OCHA](#)). En outre, **24 incidents affectant directement les acteurs humanitaires** étaient rapportés au cours du mois dans les trois provinces, illustrant un environnement sécuritaire toujours préoccupant pour la mise en œuvre des opérations humanitaires ([OCHA](#)).

Accès humanitaire*

L'accès humanitaire demeurait extrêmement volatile durant le premier trimestre 2026. L'évolution du nombre de ZS présentant un score d'accès ≥ 3 montrait une forte variabilité au cours du trimestre, passant de **39 ZS en janvier à 19 en février avant d'atteindre 44 ZS en mars**, ce qui confirmait la détérioration du contexte humanitaire marquée par la reprise des hostilités et la dégradation rapide de l'accès humanitaire dans plusieurs zones affectées ([Dashboard GTACQ](#)).

Les contraintes sécuritaires et opérationnelles continuaient de limiter la capacité des acteurs humanitaires à fournir une assistance régulière et continue dans les zones les plus affectées. Les ZS classées comme hotspots « lifesaving/frontline » présentaient des scores d'accès élevés, souvent ≥ 4 , traduisant des difficultés majeures d'accès. Les incidents sécuritaires rapportés par le CAT confirmaient cette tendance, notamment dans les ZS de **Pinga, Fataki, Kaniola et Fizi**, où les incidents sécuritaires réduisaient considérablement l'accès opérationnel des partenaires humanitaires. Au cours du trimestre, **116 incidents affectant directement les acteurs humanitaires** étaient rapportés, entraînant la mort de **4 travailleurs humanitaires au Nord-Kivu et en Ituri**, ce qui illustrait la dégradation préoccupante de l'environnement opérationnel dans les zones affectées.

Malgré quelques améliorations ponctuelles de l'accessibilité observées dans certaines ZS comme **Kayna, Birambizo ou Bambo**, les conditions d'accès restaient globalement instables et susceptibles de se détériorer rapidement en fonction de l'évolution sécuritaire.

Besoins humanitaires

Le premier trimestre 2026 était marqué par une dégradation et une extension géographique des besoins humanitaires dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri, sous l'effet combiné des affrontements armés, des déplacements de population et de **l'augmentation du coût du panier de dépenses minimum (MEB)**. Toutefois, entre **janvier et mars, le nombre de ZS présentant un score de besoins ≥ 3 diminuait légèrement, passant de 38 à 36 ZS**. Cette baisse relative pouvait notamment s'expliquer par la diminution du nombre de ménages déplacés observée en février ([CAT](#)), sans pour autant traduire une amélioration structurelle durable de la situation humanitaire.

Les tendances observées indiquaient néanmoins une concentration croissante des vulnérabilités dans les zones affectées par les mouvements de population et l'instabilité sécuritaire. Au Nord-Kivu, les ZS de **Mweso, Masisi, Nyiragongo, Kibirizi, Bambo, Katoyi, Pinga et Birambizo** continuaient d'enregistrer des niveaux de besoins élevés, particulièrement dans les secteurs de la **santé, de la sécurité alimentaire et de la nutrition**. Plusieurs zones rapportaient des déplacements massifs dépassant parfois **100 000 personnes**, notamment à **Mabalako, Kibirizi et Pinga** ([EHtools](#)).

Au Sud-Kivu, les besoins demeuraient particulièrement critiques dans les ZS de **Kaniola, Fizi, Lulingu, Nundu et Hauts-Plateaux**, avec des scores sectoriels dépassant fréquemment le seuil de sévérité 4. En Ituri, les ZS de **Fataki, Drodoro, Tchomia, Lolwa et Bambu** présentaient régulièrement des niveaux de besoins élevés, associés à des déplacements continus de population et à une vulnérabilité économique croissante des ménages, sous l'effet de l'augmentation récurrente du MEB ([REACH](#)).

Gaps de la réponse

Les mois de janvier - février et mars étaient marqués par des gaps critiques et persistants de la réponse humanitaire dans l'ensemble des trois provinces, plusieurs ZS affichant des niveaux de couverture extrêmement faibles malgré des besoins élevés. Les analyses mettaient en évidence un décalage structurel entre l'ampleur des besoins humanitaires et les capacités opérationnelles disponibles sur le terrain. L'évolution du nombre de ZS présentant un **score de gap ≥ 3 passait de 59 en janvier à 99 en février, avant de redescendre à 79 en mars**, ce qui traduisait un pic critique des gaps de couverture humanitaire au cours du mois de février ([Dashboard GTACQ](#)).

Au Nord-Kivu, plusieurs ZS continuaient d'enregistrer des taux de couverture extrêmement faibles, avec moins de 10 % des populations cibles atteintes dans des ZS comme **Nyiragongo, Musienene et Kibirizi**. Au Sud-Kivu, les gaps demeuraient particulièrement préoccupants dans les ZS de **Kitutu, Fizi et Hauts-Plateaux**, où les écarts entre les besoins identifiés et la réponse disponible **dépassaient souvent 90 %**. En Ituri, la situation restait tout aussi critique dans les ZS de **Drodoro, Fataki, Bambu et Tchomia**, certaines zones enregistrant des gaps atteignant jusqu'à 100 %, traduisant une absence quasi totale de couverture humanitaire malgré des niveaux de sévérité élevés.

Cette insuffisance persistante de la réponse s'expliquerait par la combinaison des [contraintes d'accès](#), de [l'insuffisance des financements et des capacités opérationnelles limitées des partenaires humanitaires](#). Les difficultés sécuritaires et logistiques continuaient de restreindre le déploiement des acteurs dans plusieurs zones prioritaires, tandis que l'augmentation des déplacements de population accentuait la pression sur des ressources déjà limitées. Les analyses montraient également que certaines zones classées comme non-hotspots continuaient néanmoins de présenter des besoins humanitaires élevés, mais temporairement couverts par une réponse relativement adéquate, ce qui traduisait une situation fragile susceptible de se détériorer rapidement en cas de nouveaux chocs sécuritaires ([Dashboard GTACQ](#)).

*En raison du manque de capacité, l'analyse de l'accès humanitaire au Sud-Kivu n'a pas pu être mise à jour par le CAT au premier trimestre 2026

Implications stratégiques pour la réponse humanitaire

L'analyse des tendances entre janvier à mars 2026 met en évidence plusieurs implications stratégiques pour les acteurs humanitaires opérant dans le Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri.

- Renforcer le ciblage opérationnel des interventions dans les ZS classées « hotspots lifesaving/frontline », particulièrement à **Mweso, Masisi, Fataki et Lolwa**, où les contraintes d'accès et les gaps de réponse demeuraient simultanément élevés.
- Prioriser le **plaidoyer humanitaire auprès des bailleurs afin d'augmenter les financements flexibles** destinés aux zones à forte sévérité, notamment dans les secteurs de la **santé, de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la protection**.
- Intensifier les mécanismes de coordination opérationnelle interclusters dans les zones présentant des **gaps critiques supérieurs à 80 %**, afin d'améliorer la complémentarité des interventions et réduire les duplications limitées géographiquement.
- Renforcer les **dispositifs de suivi de l'accès humanitaire et de gestion des incidents sécuritaires**, particulièrement dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, afin d'anticiper les détériorations rapides du contexte opérationnel.
- Développer des mécanismes de **réponse mobiles et flexibles dans les zones en surveillance à distance ou à accès intermittent**, afin de maintenir une continuité minimale de l'assistance humanitaire malgré les contraintes sécuritaires et logistiques.

Financé par :



En partenariat avec :



Avec le soutien de :

